

SANCTIONNER LES OLEODUCS ET LES OLIGARQUES N'EST PAS LA SOLUTION MIRACLE POUR ARRÊTER LA GUERRE DE POUTINE EN UKRAINE

Par Kate Watters

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, les gouvernements occidentaux ont rapidement pris des mesures pour sanctionner de nombreux oligarques et sociétés russes, notamment ceux qui sont étroitement associés à Vladimir Poutine. Dans le régime de sanctions actuel, menacer les revenus pétroliers et gaziers de la Russie était vu comme une solution miracle pour inciter au changement, mais jusqu'à présent, c'est peine perdue.

Les sanctions mondiales de type Magnitsky et autres ont permis de limiter la capacité des kleptocrates russes à amasser des richesses et de braquer les projecteurs de la communauté internationale sur les affaires de corruption, notamment dans le secteur du pétrole et du gaz. L'Australie, le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis ont dénoncé les relations étroites de ces personnes avec Poutine. Les gouvernements se sont mis à saisir les biens des oligarques et limiter les déplacements de ces kleptocrates. L'UE a décidé d'imposer un [embargo partiel](#) sur l'importation de pétrole brut russe, qui prendra effet fin 2022. Cet embargo partiel [pourrait également interdire](#) aux compagnies d'assurance de couvrir le pétrole russe et empêcherait les ports de l'UE d'accepter le pétrole brut russe acheminé par pétrolier.

Pourtant, de manière générale ces sanctions conçues pour mettre un terme à la corruption à grande échelle et au comportement kleptocratique provenant de la Russie n'ont pas réussi à empêcher les oligarques russes d'amasser des fortunes colossales pour eux-mêmes et pour leur bienfaiteur ultime, Vladimir Poutine, continuant ainsi à fournir au Kremlin les ressources financières dont il a besoin pour financer son invasion de l'Ukraine. Les lacunes considérables existant dans les efforts de sanction nuisent à l'efficacité de ces dernières. Certains oligarques et kleptocrates sont sanctionnés dans un pays, mais pas dans un autre, ce qui crée des voies alternatives pour les gains illicites. De même, les entreprises occidentales sont censées « s'auto-sanctionner », mais il existe peu de contrôle pour s'assurer que ces entreprises cessent réellement leurs activités en Russie comme elles l'ont promis.

FAILLES DANS LE RÉGIME DE SANCTIONS

De nombreuses organisations de surveillance ont identifié [failles considérables](#) dans les sanctions actuelles, ce qui permet aux magnats du pétrole russes – et donc au gouvernement russe – de continuer à tirer des revenus de l'exploitation et de l'exportation du pétrole et du gaz.

[Des personnalités importantes](#) de l'industrie pétrolière et gazière russe ont bel et bien été sanctionnées, mais leurs entreprises – qui sont des sources de revenus importantes pour l'économie russe ([45 % des recettes budgétaires en 2021](#)), continuent de fonctionner et transportent des produits pétroliers vers l'ouest via [l'oléoduc de la Caspienne](#) (Caspian Pipeline Consortium, CPC). Ce consortium d'oléoducs est une [voie de transport vitale](#) pour le brut. Il transporte le pétrole et le gaz de l'ouest du Kazakhstan à travers la Russie jusqu'au port de Novorossisk, où il est ensuite

acheminé vers les marchés occidentaux. Puisque ce vaste réseau d'oléoducs (carte trouvée [ici](#)) est exclu des sanctions, les flux de revenus du CPC continuent d'alimenter la Russie, enrichissant le CPC, les compagnies pétrolières et gazières russes et au final le Kremlin.

Au cours des cent premiers jours de la guerre, les revenus d'exportation de pétrole, de gaz et de charbon de la Russie se sont élevés à environ [93 milliards d'euros](#). Deux tiers de ces revenus provenaient du pétrole et le reste, principalement du gaz naturel. En outre, les entreprises russes possèdent [51 pour cent](#) des actions du CPC et [ont également investi](#) dans les champs pétroliers qui alimentent ce consortium d'oléoducs.

Toutefois, le CPC ne se contente pas de transporter du pétrole kazakh à Novorossisk. Selon le CPC, [13 pour cent](#) du pétrole acheminé par l'oléoduc provient de Russie, extrait principalement de champs pétroliers exploités par le [géant russe du pétrole et du gaz](#), Lukoil. Bien que cela soit possible en théorie, il est très peu probable que le pétrole provenant de Russie et celui d'autres pays soient séparés les uns des autres pour le transport. Ainsi, le brut russe est mêlé au « mélange de brut CPC » essentiellement kazakh, qui a finalement été [rebaptisé](#) KEBCO (Kazakhstan Export Blend Crude Oil). Il est donc pratiquement impossible de distinguer le pétrole russe du pétrole non russe dans l'oléoduc CPC.

Les oligarques et leurs entreprises peuvent ainsi échapper aux sanctions occidentales et continuer à profiter du pétrole qui transite par l'oléoduc CPC. Les propriétaires de l'oléoduc gagnent de l'argent en imposant des frais fixes pour le transport du brut d'un endroit à un autre. [Ces frais ne sont pas liés au prix du pétrole](#), ce flux de revenus est donc à la fois [lucratif](#) et relativement stable, malgré les fluctuations du marché. En fait, le rythme des exportations de CPC à partir de son terminal en mer Noire était [3 % plus élevé](#) en 2021 par rapport au rendement de 2020. Par conséquent, les actionnaires du CPC, dont Transneft, Lukoil et d'autres sociétés russes sous sanctions, ont continué à engranger des revenus importants et le Kremlin en a également bénéficié.

« L'AUTO-SANCTION » NE COUVRE PAS TOUS LES ASPECTS DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

En plus des sanctions légalement imposées par les gouvernements occidentaux, les compagnies pétrolières occidentales sont censées s'être « auto-sanctionnées » et avoir déclaré publiquement ne plus faire d'investissements en Russie ou retirer leurs investissements de projets dans le pays. Cependant, ces « [auto-sanctions](#) » présentent des failles importantes : Les entreprises occidentales continuent de tirer des bénéfices des activités de l'oléoduc CPC en dehors de la Russie. Par exemple, Shell [possède non seulement Oryx Caspian Pipeline LLC](#) (qui fait partie du consortium d'oléoducs), mais elle est également actionnaire à 49 % de Rosneft-Shell Caspian Ventures Limited. (L'actionnaire à 51 % de cette dernière société est Rosneft, dont le PDG, Igor Sechin, est un [associé de longue date de Vladimir Poutine](#)). En réponse à une [lettre](#) de Crude Accountability et d'ONG kazakhes lui demandant de cesser d'investir dans le CPC, le secrétaire général adjoint de Shell, Anthony Clarke, [a répondu](#) que Shell n'a actuellement aucune intention de se retirer du CPC, qui joue un rôle essentiel dans le transport du pétrole kazakh vers de nombreux pays, notamment en Europe.

Pourtant, les faits indiquent que ces entreprises et le gouvernement du Kazakhstan continuent de faire affaires avec des sociétés russes détenues et dirigées par des kleptocrates sous sanctions. Les entreprises occidentales ont maintenu des relations commerciales lucratives avec les sociétés russes et les principaux gisements pétroliers du Kazakhstan, ce qui leur a permis de réaliser des bénéfices considérables. Depuis que l'oléoduc CPC a été [exempté de sanctions](#), le réseau de compagnies pétrolières, d'oléoducs et de consortiums offre aux oligarques russes sous sanctions un moyen de contourner les sanctions imposées par les gouvernements, de s'enrichir et d'enrichir leurs partenaires, ce qui révèle un problème mondial beaucoup plus vaste.

LES EXEMPTIONS DE SANCTIONS CONTRE L'ENERGIE RUSSE OCCULTENT LES PROBLÈMES PERSISTANTS

De la même manière que les compagnies pétrolières et gazières sont transnationales par nature, la kleptocratie l'est aussi. Si les décideurs politiques sont disposés à faire des exceptions pour de petits pourcentages ou quelques revenus ici et là, ces compagnies pétrolières et gazières continueront à conclure des accords avec des autocrates, des kleptocrates et des acteurs non transparents. Le fait d'exempter ces acteurs – y compris le CPC – des sanctions permet aux réseaux transnationaux d'oligarques pétroliers et de kleptocrates de continuer à opérer en toute impunité, même en temps de guerre. Affirmer que le pétrole du CPC est principalement kazakh alors qu'il est en fait extrait, raffiné et transporté par des sociétés transnationales de plusieurs pays remet en question la nature internationale de l'entreprise et les réseaux de richesse qu'elle soutient.

Il est clair que les recettes du « pétrole kazakh » enrichissent le Kremlin et ses partenaires et permettent à Moscou de continuer à financer sa guerre en Ukraine.

Cette situation nécessite un leadership audacieux de la part des gouvernements occidentaux, non seulement pour tenir Poutine responsable de ses violations des engagements internationaux, tels que ceux pris envers l'OSCE, mais aussi pour réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles et des entreprises qui les fournissent. Est-ce chose aisée ? Non. Cela pourra-t-il se faire sans peine pour les consommateurs et sans coût pour les politiques ou les relations géopolitiques ? Non.

Pourtant, il est grand temps de faire respecter nos normes en matière de droits humains dans le secteur du pétrole et du gaz. On ne peut pas faire l'impasse sur les agissements des acteurs autoritaires, corrompus et des kleptocrates, y compris et tout particulièrement dans le secteur de l'énergie. Vladimir Poutine s'attend à ce que l'Occident fléchisse dans sa réponse à la guerre en Ukraine en raison de ses intérêts dans l'énergie. Il y va de l'avenir de la gouvernance et des institutions démocratiques, ainsi que l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Kate Watters est cofondatrice et directrice exécutive de Crude Accountability, une organisation à but non lucratif spécialisée dans l'environnement et les droits humains qui travaille avec les communautés touchées par l'industrie des combustibles fossiles. Elle est l'auteur de nombreux rapports et articles sur la société civile en Asie centrale et dans la région de la Caspienne et a été interviewée par la presse écrite, la radio et la télévision sur l'environnement, le pétrole et le gaz et les droits humains dans la région. Kate Watters est titulaire d'une maîtrise en études de la

région de Russie de l'université de Georgetown et d'un bachelier en littérature russe de l'université du Massachusetts Amherst. Suivez Crude Accountability sur Twitter [@Crude_NGO](#).

Les points de vue exprimés dans cette publication représentent les opinions et l'analyse de l'autrice et ne reflètent pas nécessairement celles du National Endowment for Democracy ou de son personnel.